

NOTE DE TRANSMISSION

Du: Secrétariat

À la: la Convention

Objet: **Fiche d'analyse des propositions d'amendement concernant les coopérations renforcées:
Projets d'articles relatifs à la partie III (articles III-318 à III-325 - ex-articles I à O), de la Constitution**

Les membres de la Convention trouveront en annexe la fiche d'analyse des propositions d'amendement concernant les dispositions de la Partie III sur les coopérations renforcées (articles III-318 à III-325 - ex-articles I à O), de la Constitution.

La fiche d'analyse des propositions d'amendements concernant la Partie I, titre V, article I-43 (ex-article 32 ter), figure déjà dans le document CONV 779/03.

FICHE D'ANALYSE DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT
CONCERNANT LES COOPERATIONS RENFORCEES:

PARTIE III articles III-318 à III-325 (ex-articles I à O)
de la CONSTITUTION

Partie III : Articles III - 318 à III- 325 (ex-articles I à O)

Article III - 318 : (ex article I - Formes de coopération spéciales dans la PESD)

Les dispositions de l'article [32 ter] de la Constitution et des articles [J à P] suivants ne s'appliquent pas aux formes de coopération prévues dans le domaine de la défense par l'article[30] de la Constitution, et régies spécifiquement par les articles [18 à 21] (partie III) de la Constitution.

Analyse des amendements

- Ouvrir le champ d'application des coopérations renforcées dans les domaines de la défense, à l'exception du lancement et de la conduite des opérations de gestion de crises, sans préjudice des autres formes spécifiques de coopération déjà prévues dans ce domaine (art. III - 206, 208 et 209, ex art. 18, 20 et 21). (*am.1, de Villepin, am.3, Fischer, am.4, Michel + 4*).
- Ne pas exclure le champ d'application des coopérations renforcées à la création d'une agence d'armement (art. III- 207, ex art. 19). (*am.1, de Villepin; am.3, Fischer*).
- Rendre applicable les dispositions sur la coopération renforcée dans le domaine de la défense, y compris pour les formes de coopération prévues dans ce domaine, sans préjudice des dispositions spécifiques prévues à cet égard (*am. 5, Queiro*).

- Rendre applicables les garanties institutionnelles et procédures des coopérations renforcées à la coopération « structurée » (art. III-208, ex art. 20), (*am. 12, Brok + 25 PPE*)
- Déclencher la coopération "structurée" au sens de l'article III-208 (ex art. 20) par une autorisation du Conseil à l'unanimité (*am. 9, Fini et Speroni*)
- Rendre applicable les dispositions sur la coopération renforcée dans le domaine de la défense, et exclure les formes de coopération spéciales prévues dans ce domaine (*am. 11, Kiljunen*)
- Exclure le domaine de la défense du champ d'application des coopérations renforcées (*am. 7, Hjelm-Wallen, Lekberg, Petersson, Kvist; am. 8, Lennmarker; am. 10, Hain*)
- Exclure le domaine de la PESC du champ d'application des coopérations renforcées (*am. 7, Hjelm-Wallen, Lekberg, Petersson, Kvist; am. 8, Lennmarker*)
- Limiter les coopérations renforcées dans le domaine de la PESC à la mise en oeuvre d'une action ou d'une position commune, à l'instar de ce que prévoit le traité de Nice, (*am. 6, Roche; am. 10, Hain; v. aussi am. 10 sur l'article III-322, ex. art. M, Lopes + 2*)
- Dans le domaine de la PESC, réintroduire l'article 27 B du TUE (*am. 6*)

Article III - 319 : (ex article J - conditions générales)

Les coopérations renforcées envisagées respectent la Constitution de l'Union et son acquis.

Elles ne peuvent porter atteinte au marché intérieur ni à la cohésion économique et sociale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres, ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci.

Analyse des amendements

- Ajouter dans le premier alinéa la condition du respect du cadre institutionnel de l'Union (*am. 5, Michel + 4; Roche, am. 7*)

- Faculté pour la Commission de déroger aux limites prévues au second alinéa, dans le cadre de la procédure d'autorisation (*am. 2, de Villepin*)
- Supprimer le second alinéa (*am. 4, Fischer*)
- Remplacer le second alinéa par l'article 43 du TUE (*am. 6, Queiro*) ; Remplacer l'article par l'article 43 du TUE, dans l'article 43 de la Constitution (ex art. 32 ter), (*am. 8, Lopes + 2*)
- Inapplication des coopérations renforcées pour les décisions du Conseil qui identifient l'intérêt stratégique commun de l'Union (*am. 1, Balazs*)

Article III - 320 : (ex article K - relations avec les non participants)

Les coopérations renforcées envisagées respectent les compétences, droits et obligations des États membres qui n'y participent pas. Ceux-ci n'entravent pas leur mise en œuvre par les États membres qui y participent.

Analyse des amendements

Remplacer l'article par l'article 43 du TUE, à insérer dans l'article 43 de la Constitution (ex art. 32 ter), (*am. 3, Lopes + 2*)

Article III - 321 : (ex article L - principe d'ouverture)

1. Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres, sous réserve de respecter les conditions de participation éventuellement fixées dans la décision d'autorisation. Elles le sont également à tout autre moment sous réserve de respecter, outre les éventuelles conditions susvisées, les actes déjà adoptés dans ce cadre.

La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à faciliter la participation du plus grand nombre possible d'États membres.

2. La Commission et, le cas échéant, le Ministre des affaires étrangères, informent régulièrement tous les membres du Conseil de l'évolution des coopérations renforcées, ainsi que le Parlement européen.

Analyse des amendements

- Remplacer "faciliter" ("facilitate") par "encourager et promouvoir par des moyens appropriés" par ("encourage and promote by appropriate means"), (am. 1, Balazs) ; ajouter "encourager" ("encourage"), (am. 5, Roche)
- Supprimer la référence aux conditions éventuelles de participation (am. 5, Roche, am. 6, Lopes + 2)

Article III - 322 : (ex article M - procédure d'autorisation)

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par la Constitution, à l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée. La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si la Commission ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen.

2. Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, la demande des États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée est adressée au Conseil. Elle est transmise au Ministre des affaires étrangères, qui donne son avis sur la cohérence de la coopération renforcée avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, ainsi qu' à la Commission qui donne son avis, notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les autres politiques de l'Union. Elle est également transmise au Parlement européen pour information.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil à la majorité qualifiée.

Analyse des amendements

- Plusieurs amendements visent à faciliter la procédure d'autorisation en prévoyant qu'une coopération renforcée puisse être déclenchée dès qu'une demande par un certain nombre d'États membres est approuvée par la Commission, sauf décision contraire du Conseil à la majorité qualifiée ou du Parlement européen à une majorité renforcée. Les mêmes amendements recommandent que la Commission puisse faire une proposition de coopération renforcée, indépendamment d'une demande préalable par des États membres (et sans préjudice du libre choix des États membres de participer ou non). (am. 1, de Villepin; am. 3, Michel + 4; am. 6, Fischer).

- Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, un groupe d'États membres pourraient adresser une demande directement au Conseil si la Commission ne soumet pas elle même une proposition dans ce sens (*am. 1, de Villepin; am. 7, Haenel*). Le Parlement européen serait informé de la démarche (au lieu de requérir son avis conforme), (*am. 7, Haenel*).
- Possibilité d'évoquer la question devant le Conseil européen, lequel statue à l'unanimité, dans les domaines autres que la PESC (*am. 4, Queiro*), dans le domaine de la PESC seulement (*am. 9, Hain*).
- Dans le domaine de la PESC, l'autorisation du Conseil devrait être conférée à l'unanimité (*am. 4, Queiro; am. 11, Muscardini*). Unanimité également pour les domaines autres que la PESC (*am. 11, Muscardini*)
- Dans le domaine de la PESC, le Parlement européen devrait être consulté, plutôt que seulement informé (*am. 3, Michel + 4*)
- Dans le domaine de la PESC, l'autorisation ne pourrait concerner que la mise en oeuvre d'une action de l'Union (v. supra), (*am. 10, Lopes + 2*)
- Un amendement donne au Ministre des affaires étrangères un rôle identique à celui de la Commission en ce qui concerne la procédure d'autorisation dans le cadre de la PESC (*am. 8, Beres, Duhamel et Fayot*)

Article III - 323 : (ex article N - procédure relative à la participation ultérieure d'autres États membres)

1. *Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée notifie son intention au Conseil, à la Commission, et le cas échéant, au Ministre des affaires étrangères.*

Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission confirme la participation de l'État membre en question. Elle constate le cas échéant que les conditions éventuelles de participation sont remplies, et arrête des dispositions transitoires jugées nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée.

Toutefois, si la Commission estime que les conditions éventuelles de participation ne sont pas remplies, elle indique les mesures à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation. Lorsqu'elle réexamine la demande, elle statue conformément à l'alinéa précédent. Si la Commission estime que les conditions éventuelles de participation ne sont toujours pas remplies, l'État membre en question peut saisir le Conseil à ce sujet, lequel statue à la majorité qualifiée conformément à l'article [32 ter, § 3] de la Constitution. Le Conseil peut également arrêter sur proposition de la Commission les dispositions transitoires susvisées.

2. *Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil confirme la participation de l'État membre en question, après consultation du Ministres des affaires étrangères. Il constate le cas échéant que les conditions éventuelles de participation sont remplies. Le Conseil peut également arrêter des dispositions transitoires sur proposition du Ministre des affaires étrangères. Toutefois, si le Conseil estime que les conditions éventuelles de participation ne sont pas remplies, il indique les mesures à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation.*

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article [32 ter, § 3] de la Constitution.

Analyse des amendements

- Supprimer la procédure d'appel devant le Conseil en cas de deuxième refus de la Commission d'accéder à la demande des États membres pour autoriser une coopération renforcée (*am. 3, Michel + 4, am. 6, Lopes + 3*)
- Supprimer la référence aux éventuelles conditions objectives de participation (*am. 4, Queiro, am. 5, Roche*)
- Donner la possibilité aux participants à une coopération renforcée de se retirer (*am. 4, Queiro*)

Article III - 324 : (ex article O - Financement)

Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

Analyse des amendements

- Changement de procédure pour recourir au budget communautaire, à savoir la procédure d'autorisation (au lieu d'une décision du Conseil à l'unanimité), (*am. 1, de Villepin*)

Article III - 325 : (ex article P – Le principe de cohésion)

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises dans le cadre d'une coopération renforcée ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union, et coopèrent à cet effet.

Analyse des amendements

Pas d'amendements.
